

## L'Église burundaise est désormais très discrète

La Croix, 12/07/2017 L'Église africaine sous pression Dans quatre pays d'Afrique centrale, le pouvoir accentue les pressions contre l'Église catholique engagée dans l'opposition. De la République démocratique du Congo au Burundi, le niveau de la menace passe de inquiétant à alarmant.

Au Burundi, profil bas derrière le rideau de fer Un rideau de fer s'est abattu sur le Burundi. Après avoir publiquement critiqué le processus électoral de 2015, après s'être alarmé des dérives autoritaires et ultra-violentes du pouvoir de deux ans, l'Église burundaise est désormais très discrète. « Depuis un an, elle s'abstient de toute parole publique pourrait être comprise comme une critique ouverte du régime », témoigne un travailleur humanitaire soucieux de garder l'anonymat. Comme elle a encore montré le dernier rapport de la Fédération internationale des droits de l'homme publié la semaine dernière, le pouvoir est désormais engagé dans une campagne d'élimination systématique de ce qu'il considère comme ses opposants. Pour éviter le pire, l'Église catholique a décidé, donc, de se taire. « On pense que cela va mieux entre l'Église et le régime », explique un prêtre burundais. Mais c'est une illusion. La Conférence épiscopale ne fait pas de bruit pour ne pas envenimer la situation. « Elle a adopté un profil bas pour ne pas compromettre ses actions pastorales et sociales », complète le travailleur humanitaire. « Le pays est au bord du génocide, les Tutsis sont extrêmement exposés. L'Église entend calmer le jeu pour éviter l'embrasement général. La marge de manœuvre est faible. Mais elle n'a pas le choix », analyse un spécialiste de la résolution des conflits. Pour l'instant, aucun prêtre n'a été tué. Mais trois ont été exfiltrés à l'étranger. Et plusieurs autres, menacés de mission à l'extérieur du pays. En RD-Congo, la tension monte. Héritière d'une longue tradition d'engagement catholique tente depuis des mois de réunir l'opposition et la majorité autour d'un accord destiné à sortir le pays d'une impasse dans lequel il se trouve depuis le report sine die de l'élection présidentielle, initialement prévue en décembre 2016. Le 31 décembre, toutes les parties ont ainsi convenu que des élections seraient organisées avant la fin 2017. Une échéance régulièrement rappelée par les observateurs. Ceux-ci se sont aussi inquiétés, dans un message publié de la situation du pays. Ils y dénonçaient notamment « la détérioration continue de la situation économique, sociale et humanitaire, ainsi que l'impasse politique ». Trois jours plus tard, à Lubumbashi (sud-est), le président Joseph Kabila a très violemment réagi. Il a accusé explicitement les observateurs de « créer le désordre dans le pays », qualifiant l'échéance de la fin 2017 de « purement politique et irréaliste ». Sur le terrain, dans la capitale, plusieurs Églises vandalisées ces derniers mois. « Nous sommes surveillés. Le 30 juin, pour l'anniversaire de l'indépendance, nous avons vu dans l'Église des personnes d'opinion pour couvrir l'homologie », assure un prêtre à Kinshasa. Un autre raconte qu'il a vu surgir un homme prenant des photos au cours d'une cérémonie. Le nonce avertit régulièrement les prêtres congolais des risques encourus. Au Cameroun, la mort suspecte d'un observateur Depuis plusieurs semaines, un observateur oppose les observateurs camerounais et le pouvoir, tenu par Paul Biya, dont le quatrième mandat arrivera à échéance en 2018. En cause : la mort, début juin, de Mgr Jean-Marie Benoît Bala, évêque de Bafia, ville du centre du pays. Alors qu'il avait disparu dans la nuit du 30 au 31 mai, son corps avait été retrouvé dans un cours d'eau, non loin de sa ville qui contenait ce mot : « Je suis dans l'eau. » L'évêque s'est-il suicidé ? Les responsables catholiques du pays ont aucun doute : pour eux, Mgr Bafia a été brutalement assassiné. Une version frontalement contredite le 4 juillet par un communiqué du procureur général affirmant que « la noyade est la cause la plus probable du décès de l'évêque ». « Devant un tel aveu, c'est la crédibilité des observateurs qui est directement mise en cause », explique Paul Samangassou, ex-directeur de la Caritas camerounaise et consultant pour de nombreuses ONG. « S'ils ne disent rien, ils perdent leur opinion. S'ils apportent la preuve de ce qu'ils affirment, ils entrent en crise avec le pouvoir. » La situation est d'autant plus délicate que, selon ce fin connaisseur de l'Église au Cameroun, la Conférence épiscopale est particulièrement affaiblie par des divisions internes. « Le régime pense qu'il peut d'autant plus facilement maltraiter l'Église », poursuit-il. En avril, trois évêques camerounais ont été convoqués devant le tribunal de Bamenda (nord) et accusés d'avoir poussé la population à la révolte. Une crise paralyse en effet les régions anglophones du Cameroun depuis novembre 2015. Leur procès devrait se tenir le 24 juillet. Au Congo-Brazzaville, intimidation et division Comme au Burundi, le pouvoir est confisqué au Congo-Brazzaville par un clan décidé à le garder à tout prix. Comme au Burundi, critiquer publiquement le régime expose aux pires ennuis. « Tous les principaux candidats à l'élection présidentielle de l'année dernière sont en prison », observe un témoin. Sassou Nguesso et ses partisans ont les coudées franches. Personne ne peut vous protéger contre eux. « Et comme pour le Burundi, les voix religieuses s'élèvent contre les violences et la dérive oppressive du régime se sont tues depuis un an. « Contrairement à l'année dernière, nous n'entendons plus Mgr Portella, évêque de Kinkala, s'inquiéter des violences exercées par les forces de sécurité », constate ce témoin. En février 2016, le président de la Conférence épiscopale a même demandé à tous les prêtres de ne plus parler politique. Comme au Burundi, le clergé est surveillé, les homologues coutés, les suspects fichés, arrêtés et emprisonnés. Mais la différence du Burundi, l'Épiscopat est divisé entre les évêques conciliants et les critiques. C'est difficile pour une Conférence épiscopale d'adopter une position commune et claire contre les dérives de Sassou Nguesso lorsqu'elle est divisée », souligne un observateur. Une région échappe aux observateurs indépendants, le Pool. Au Congo-Kinshasa, la congolaise y conduit une vaste opération contre les partisans du « pasteur » Ntumi : des villages sont bombardés, des habitants sont déplacés, des zones entières sont fermées. Pour l'instant, la Caritas est autorisée à secourir les civils dans le département qui abrite, aussi, le diocèse de Mgr Portella. Laurent Larcher et Loup Besmond de Senneville

Â

Â

```
(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});
```